L'Uniopss, la CFDT Santé-Sociaux et l'UDES interpellent publiquement les partis politiques sur l'avenir du secteur sanitaire, social et médico-social

Le 30 septembre 2026, la CFDT Santé-Sociaux, l'UDES et l'UNIOPSS recevront, au CEDIAS – Musée Social, des représentant.es des partis politiques présent.es au Parlement pour échanger publiquement sur l'avenir du secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif.

Mis à jour le 29 septembre 2026
De Uniopss

ASSOCIATION ET POUVOIR D'AGIR

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

INFO NATIONALE



À l’approche des prochains débats budgétaires et de l’élection présidentielle, l'Uniopss, la CFDT Santé-Sociaux et l'UDES souhaitent placer au cœur du débat public l’avenir des structures, des professionnel.les et des millions de personnes accompagnées chaque jour dans le secteur sanitaire, social et médico-social.
Les trois structures organisent ainsi, le 30 septembre à partir de 14 h, à Paris, des entretiens avec les représentant.e.s des formations politiques présentes au Parlement.
Derrière les difficultés financières, les tensions de recrutement et le vieillissement des établissements, ce sont aussi les conditions d’accueil, d’accompagnement et de prise en charge des usager.ères, des personnes accompagnées et de leurs aidant.es qui sont en jeu.
Trésoreries en baisse, difficultés de recrutement, perte de pouvoir d’achat, établissements et équipements vieillissants : les constats dressés par Syndex témoignent d’une situation qui se dégrade.

- Les trésoreries des structures non lucratives ont diminué de 15 % en trois ans ; 25 % disposent de moins de 45 jours d’avance d’exploitation et 10 % de moins de 6 jours.
- La perte de pouvoir d’achat des professionnel.les sur quinze ans est estimée à l’équivalent de trois mois de salaire, tandis que près de 7 structures sur 10 rencontrent des difficultés de recrutement.

- La moitié des structures présentent un taux de vétusté de leurs établissements supérieur à 57 %, tandis que la quasi-totalité fait état de difficultés concernant l'état de ses équipements.

Selon les estimations de Syndex, 20 milliards d'euros supplémentaires par an seraient nécessaires pour assurer la mise en œuvre des politiques de santé et de solidarités et renforcer l'attractivité des métiers.
À travers ces échanges, la CFDT Santé-Sociaux, l'UDES et l'UNIOPSS demanderont aux représentant.es politiques de répondre aux attentes formulées dans leur plaidoyer commun, signé le 5 juin 2026, lors de l'évènement "*Santé, solidarités : l'heure des choix*".
Derrière ces revendications, un enjeu essentiel : garantir à chacun un accès durable à des soins, un accompagnement et des services de qualité, et permettre aux professionnel.les d'exercer leurs missions dans de bonnes conditions.
L'avenir du secteur ne se résume donc pas à une question de financement : il concerne directement les personnes accompagnées, leurs proches, les professionnel.les et, plus largement, notre capacité collective à répondre aux besoins de santé et de solidarité.
Ces entretiens seront filmés et diffusés en direct sur internet, afin de permettre à toutes et tous d'y assister. Connectez-vous le 30 septembre à partir de 14 h.

Lien pour accéder au LIVE